

## ROYAUME DE BELGIQUE.

-----

## KONINKRIJK BELGIE.

-----

## AVIS DU CONSEIL D'ETAT.

-----

## ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

-----

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, deuxième chambre, saisi par le Ministre de l'Intérieur, le 24 juillet 1996, d'une demande d'avis sur un projet d'arrêté royal "modifiant l'arrêté royal du 8 octobre 1981 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers", a donné le 30 octobre 1996 l'avis suivant :

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, tweede kamer, op 24 juli 1996 door de Minister van Binnenlandse Zaken verzocht hem van advies te dienen over een ontwerp van koninklijk besluit "tot wijziging van het koninklijk besluit van 8 oktober 1981 betreffende de toegang tot het grondgebied, het verblijf, de vestiging en de verwijdering van vreemdelingen", heeft op 30 oktober 1996 het volgend advies gegeven :

EXAMEN DU PROJET.Préambule.

Selon l'usage, doivent être visés au préambule tous les textes qui constituent le fondement de l'arrêté en projet. Les textes dont le rappel serait jugé utile pour la détermination de la portée de l'arrêté ne doivent pas être visés sous forme de visas, mais peuvent faire l'objet d'un considérant. En conséquence de cette règle de légistique, les alinéas 3 et 4 doivent être omis et les alinéas 1er et 2 doivent être précédés des alinéas qui suivent :

"Vu le règlement (CE) n° 2317/95 du Conseil du 25 septembre 1995 déterminant les pays tiers dont les ressortissants doivent être munis d'un visa lors du franchissement des frontières extérieures des Etats membres;

Vu l'action commune du 4 mars 1996 adoptée par le Conseil sur la base de l'article K.3 du traité sur l'Union européenne, relative au régime de transit aéroportuaire (96/197/JAI);".

Alinéa 1er (devenant l'alinéa 3).

Il y a lieu d'ajouter la mention de la date de la loi modifiant la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers et la loi du 8 juillet 1976 organique des centres publics d'aide sociale, soit le 15 juillet 1996.

.../...

Dispositif.Article 1er.

La disposition projetée est superflue et doit être omise. Dans les articles suivants de l'arrêté en projet, chaque fois qu'il est question du "ministre", il y a lieu d'écrire : "le ministre qui a l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers dans ses attributions". De même, chaque fois qu'il est question de "la loi", il y a lieu de viser la loi avec sa date et son intitulé.

Article 2.

A la suite de la suppression de l'article 1er, l'article 2 doit être omis.

Article 3.

1. Mieux vaut s'inspirer du texte néerlandais du projet et écrire "Dans l'article 2 du même arrêté, ...". L'observation vaut pour les articles 6 et 12.

2. Il faut écrire "... à une convention internationale liant la Belgique et qui est relative au ...". L'observation vaut également pour les articles 4, 8 et 12.

.../...

Article 5.

Le texte néerlandais de l'article 8, § 1er, en projet serait mieux rédigé ainsi qu'il est proposé dans la version néerlandaise du présent avis.

Article 8.

1. Le début de l'alinéa en projet serait, ainsi qu'en convient le fonctionnaire délégué, mieux rédigé comme suit :

"La durée de validité visée à l'alinéa 2 est réduite de la durée du séjour ... (la suite comme au projet)".

2. A la fin de l'alinéa en projet, il faut écrire "... qui lui a délivré un titre de séjour valable".

Article 9.

Le texte néerlandais de l'article 21, en projet, devrait être rédigé en tenant compte de l'observation faite dans la version néerlandaise du présent avis.

Article 11.

1. La phrase liminaire serait mieux rédigée comme suit :

.../...

"Une section 2ter, comprenant un article 88ter et rédigée comme suit, est insérée dans le titre II, chapitre III, du même arrêté :".

2. Le texte néerlandais de l'article 88ter, en projet, devrait être rédigé en tenant compte de l'observation faite dans la version néerlandaise du présent avis.

#### Articles 13 et 17 à 19.

L'article 13 a pour objet d'abroger les articles 94 à 97 de l'arrêté royal du 8 octobre 1981 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers. L'abrogation de l'article 94, qui a trait aux demandes visées à l'article 55 de la loi du 15 décembre 1980, est la conséquence de l'abrogation de cette disposition légale par l'article 38 de la loi du 15 juillet 1996 modifiant la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers et la loi du 8 juillet 1976 organique des centres publics d'aide sociale. De même, l'abrogation des articles 95 à 97, formant la section relative aux étrangers assimilés aux réfugiés, résulte de la suppression de ce statut particulier due au remplacement de l'article 57 de la loi du 15 décembre 1980 par l'article 39 de cette même loi du 15 juillet 1996.

Les articles 17 et 18 du projet assortissent toutefois les abrogations prévues à l'article 13 de modalités particulières afin de proroger, à titre transitoire, l'application des règles ainsi abrogées lorsqu'une demande aura valablement été introduite sur la base de l'article 55 ou 57

.../...

de la loi du 15 décembre 1980 avant l'entrée en vigueur de l'article 38 ou 39 de la loi du 15 juillet 1996.

Pour la clarté de la présentation, il semble préférable de ne pas dissocier les mesures transitoires prévues par les articles 17 et 18 des dispositions abrogatoires de l'article 13, dont elles restreignent la portée. Aussi est-il suggéré de supprimer les articles 17 et 18, en substituant à l'article 13 deux articles ainsi rédigés :

"Art. .... L'article 94 du même arrêté, modifié par l'arrêté royal du 13 juillet 1992, est abrogé.

Il reste toutefois applicable lorsqu'une demande a été introduite, conformément à l'article 55 de la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers, avant l'entrée en vigueur du présent arrêté.

Art. .... Dans le titre II, chapitre III, du même arrêté, la section 4, comprenant l'article 95, modifié par l'arrêté royal du 3 février 1995, et les articles 96 et 97, modifiés par l'arrêté royal du 13 juillet 1992, est abrogée.

Ces articles restent toutefois applicables lorsqu'une demande a été introduite, conformément à l'article 57 de la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers, avant l'entrée en vigueur du présent arrêté".

Il conviendra également que la date d'entrée en vigueur de l'arrêté en projet corresponde à celle des

.../...

articles 38 et 39 de la loi du 15 juillet 1996, qu'un arrêté royal doit fixer en vertu de son article 70.

Tel qu'il est rédigé l'article 19 du projet n'a pas d'objet. Il doit être omis et remplacé par le texte suivant :

"Art. 19. Les articles ... (notamment 38 et 39, mais pas exclusivement) de la loi du 15 juillet 1996 modifiant la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers et la loi du 8 juillet 1976 organique des centres publics d'aide sociale entrent en vigueur le même jour que le présent arrêté".

Il y aurait dans ce cas lieu de viser également, dans le préambule, l'article 70 de cette loi du 15 juillet 1996.

#### Article 15.

Pour plus de cohérence rédactionnelle, le texte suivant est proposé :

"Art. .... Dans les annexes du même arrêté, il est inséré une annexe 1bis, jointe au présent arrêté".

\*

\*

\*

.../...

Selon les informations communiquées par le fonctionnaire délégué, le projet n'a pas pour objet de réaliser toutes les modifications de l'arrêté royal du 8 octobre 1981 nécessaires pour assurer l'exécution des lois des 10 et 15 juillet 1996 qui modifient celle du 15 décembre 1980, mais une partie seulement de ces modifications. Les autres feront l'objet d'un projet d'arrêté distinct, actuellement en préparation.

Il ne pourra dès lors être procédé à la vérification du caractère exhaustif des adaptations prévues pour mettre en concordance l'arrêté du 8 octobre 1981 avec les nouvelles dispositions légales qu'à l'occasion de l'examen de ce second projet, de sorte qu'il aurait été prématuré d'envisager cet aspect dans le présent avis.

-----

ONDERZOEK VAN HET ONTWERP.Aanhef.

Zoals gebruikelijk is, dienen in de aanhef alle teksten vermeld te worden die de rechtsgrond vormen van het ontworpen besluit. De teksten waarvan de aanhaling nuttig geacht wordt voor de vaststelling van de draagwijdte van het besluit, behoren niet in de vorm van aanhefverwijzingen vermeld te worden, maar kunnen in een considerans opgenomen worden. Als gevolg van die regel van wetgevingstechniek dienen het derde en vierde lid te vervallen en moeten het eerste en tweede lid voorafgegaan worden door de hierna volgende leden :

"Gelet op verordening (EG) nr. 2317/95 van de Raad van 25 september 1995 ter bepaling van de derde Staten waarvan de onderdanen bij overschrijding van de buitengrenzen van de Lid-Staten in het bezit moeten zijn van een visum;

Gelet op het gemeenschappelijk optreden van 4 maart 1996 door de Raad aangenomen op grond van artikel K.3 van het Verdrag betreffende de Europese Unie, met betrekking tot de luchthaventransitregeling (96/197/JBZ);".

Eerste lid (dat het derde lid wordt).

De datum van de wet tot wijziging van de wet van 15 december 1980 betreffende de toegang tot het grondgebied, het verblijf, de vestiging en de verwijdering van vreemde-

.../...

lingen en van de organieke wet van 8 juli 1976 betreffende de openbare centra voor maatschappelijk welzijn, namelijk 15 juli 1996, behoort in het lid te worden ingevoegd.

### Bepalend gedeelte.

#### Artikel 1.

De ontworpen bepaling is overbodig en dient te vervallen. In de volgende artikelen van het ontworpen besluit dient er, telkens als er sprake is van "minister", geschreven te worden : "de minister tot wiens bevoegdheid de toegang tot het grondgebied, het verblijf, de vestiging en de verwijdering van vreemdelingen behoort". Evenzo dient er, telkens als er sprake is van "de wet", verwezen te worden naar de wet met de datum en het opschrift daarvan.

#### Artikel 2.

Doordat artikel 1 wordt weggelaten, vervalt artikel 2.

#### Artikel 3.

1. Het is beter te steunen op de Nederlandse tekst van het ontwerp en te schrijven : "Dans l'article 2 du même arrêté, ...". Die opmerking geldt tevens voor de artikelen 6 en 12.

.../...

2. Men schrijve : "... bij een internationale overeenkomst die België bindt en het overschrijden van de buitengrenzen betreft". Die opmerking geldt tevens voor de artikelen 4, 8 en 12.

#### Artikel 5.

In de ontworpen tekst schrijve men : "een reisdocument uitgereikt door" in plaats van "een reisdocument, afgeleverd door" en "een geldige verblijfstitel afgegeven door" in plaats van "een geldige verblijfstitel afgeleverd door".

#### Artikel 8.

1. De gemachtigde ambtenaar is het ermee eens dat het begin van het ontworpen lid beter als volgt gesteld zou worden :

"Van de geldigheidstermijn bepaald in het tweede lid wordt afgetrokken de tijd van verblijf van de vreemdeling op het grondgebied van een andere staat die partij is bij een internationale overeenkomst die België bindt en het overschrijden van de buitengrenzen betreft, uitgezonderd de tijd van verblijf ... (voorts zoals in het ontwerp)".

.../...

2. Op het einde van het ontworpen lid dient men te schrijven : "... die hem een geldige verblijfstitel heeft afgegeven".

#### Artikel 9.

In het ontworpen artikel 21 schrijve men "door middel van formulier A" in plaats van "door middel van het formulier A".

#### Artikel 11.

1. De inleidende zin zou beter als volgt gesteld worden :

"Een afdeling 2ter, die een artikel 88ter omvat en die als volgt gesteld is, wordt ingevoegd in titel II, hoofdstuk III, van hetzelfde besluit :".

2. In het ontworpen artikel 88ter schrijve men "is ingetrokken" en niet "werd ingetrokken".

#### Artikelen 13 en 17 tot 19.

Artikel 13 strekt ertoe de artikelen 94 tot 97 van het koninklijk besluit van 8 oktober 1981 betreffende de toegang tot het grondgebied, het verblijf, de vestiging en

.../...

de verwijdering van vreemdelingen op te heffen. De opheffing van artikel 94, dat betrekking heeft op de aanvragen bedoeld in artikel 55 van de wet van 15 december 1980, is het gevolg van de opheffing van die wetsbepaling bij artikel 38 van de wet van 15 juli 1996 tot wijziging van de wet van 15 december 1980 betreffende de toegang tot het grondgebied, het verblijf, de vestiging en de verwijdering van de vreemdelingen en van de organieke wet van 8 juli 1976 betreffende de openbare centra voor maatschappelijk welzijn. Zo ook is de opheffing van de artikelen 95 tot 97, die de afdeling vormen betreffende de met vluchtelingen gelijkgestelde vreemdelingen, het gevolg van de afschaffing van die bijzondere status door de vervanging van artikel 57 van de wet van 15 december 1980 bij artikel 39 van diezelfde wet van 15 juli 1996.

De artikelen 17 en 18 van het ontwerp koppelen echter de opheffingen voorgeschreven in artikel 13 aan bijzondere regels, teneinde de toepassing van de aldus opgeheven bepalingen tijdelijk te verlengen in het geval een geldige aanvraag wordt ingediend op grond van artikel 55 of 57 van de wet van 15 december 1980 alvorens artikel 38 of 39 van de wet van 15 juli 1996 in werking getreden is.

Voor een duidelijke inrichting van de tekst lijkt het wenselijk de overgangsmaatregelen bepaald in de artikelen 17 en 18 niet los te maken van de opheffingsbepalingen van artikel 13, waarvan zij de draagwijdte beperken. Daarom wordt voorgesteld de artikelen 17 en 18 weg te laten en artikel 13 te vervangen door twee artikelen, luidende :

.../...

"Art. .... Artikel 94 van hetzelfde besluit, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 13 juli 1992, wordt opgeheven.

Het blijft echter van toepassing wanneer, vóór het in werking treden van dit besluit, een aanvraag is ingediend overeenkomstig artikel 55 van de wet van 15 december 1980 betreffende de toegang tot het grondgebied, het verblijf, de vestiging en de verwijdering van de vreemdelingen.

Art. .... In titel II, hoofdstuk III, van hetzelfde besluit wordt afdeling 4, bestaande uit artikel 95, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 3 februari 1995, en uit de artikelen 96 en 97, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 13 juli 1992, opgeheven.

Die artikelen blijven echter van toepassing wanneer, vóór het in werking treden van dit besluit, een aanvraag ingediend is, overeenkomstig artikel 57 van de wet van 15 december 1980 betreffende de toegang tot het grondgebied, het verblijf, de vestiging en de verwijdering van de vreemdelingen".

Bovendien behoort de datum van inwerkingtreding van het ontworpen besluit overeen te stemmen met die van de artikelen 38 en 39 van de wet van 15 juli 1996, die bij koninklijk besluit vastgesteld dient te worden overeenkomstig artikel 70 van die wet.

Zoals artikel 19 van het ontwerp geredigeerd is, is het doelloos. Het dient te vervallen en vervangen te worden door de volgende tekst :

.../...

"Art. 19. De artikelen ... (onder meer 38 en 39, maar niet uitsluitend) van de wet van 15 juli 1996 tot wijziging van de wet van 15 december 1980 betreffende de toegang tot het grondgebied, het verblijf, de vestiging en de verwijdering van vreemdelingen en van de organieke wet van 8 juli 1976 betreffende de openbare centra voor maatschappelijk welzijn, treden in werking op dezelfde dag als dit besluit".

In dat geval behoort in de aanhef tevens verwezen te worden naar artikel 70 van die wet van 15 juli 1996.

#### Artikel 15.

Teneinde de redactionele samenhang te bevorderen, wordt de volgende tekst voorgesteld :

"Art. .... In de bijlagen bij hetzelfde besluit wordt een bijlage 1bis ingevoegd, die bij dit besluit gaat".

\*

\*     \*

Volgens de inlichtingen die verschaft zijn door de gemachtigde ambtenaar strekt het ontwerp er niet toe alle wijzigingen tot stand te brengen van het koninklijk besluit van 8 oktober 1981 die nodig zijn voor de tenuitvoerlegging van de wetten van 10 en 15 juli 1996, die de wet van 15 december 1980 wijzigen, maar enkel een deel van die

.../...

wijzigingen. De overige zullen aan de orde komen in een afzonderlijk ontwerp van besluit, dat thans voorbereid wordt.

Of de aanpassingen die in uitzicht worden gesteld om het besluit van 8 oktober 1981 af te stemmen op de nieuwe wetsbepalingen een uitputtend geheel vormen, zal dus eerst getoetst kunnen worden wanneer dat tweede ontwerp wordt onderzocht, zodat het voorbarig zou zijn geweest om dat aspect in ogenschouw te nemen in het onderhavige advies.

-----

La chambre était composée de

De kamer was samengesteld uit

Messieurs J.-J. STRYCKMANS,  
de Heren

président,  
voorzitter,

Y. BOUCQUEY,  
Y. KREINS,

conseillers d'Etat,  
staatsraden,

F. DELPEREE,  
J. van COMPERNOLLE,

assesseurs de la  
section de législation,  
assessoren van de  
afdeling wetgeving,

Madame J. GIELISSEN,  
Mevrouw

greffier,  
griffier.

Le rapport a été présenté par  
M. J.-L. PAQUET, auditeur. La note  
du Bureau de coordination a été  
rédigée et exposée par  
M. B. CUVELIER, référendaire  
adjoint.

Het verslag werd uitgebracht  
door de H. J.-L. PAQUET,  
auditeur. De nota van het  
Coördinatiebureau werd opge-  
steld en toegelicht door de  
H. B. CUVELIER, adjunct-referen-  
daris.

La concordance entre la ver-  
sion française et la version  
néerlandaise a été vérifiée  
sous le contrôle de M. J.-J.  
STRYCKMANS.

De overeenstemming tussen de  
Franse en de Nederlandse tekst  
werd nagezien onder toezicht van  
de H. J.-J. STRYCKMANS.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

J. GIELISSEN.

J.-J. STRYCKMANS.